



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Fonctionnement

Question au Gouvernement n° 2301

Texte de la question

M. le president. La parole est a M. Martin Malvy.

M. Martin Malvy. Monsieur le president, mes chers collegues, ma question s'adresse a M. le Premier ministre. Nous avons entendu, hier, M. le President de la Republique expliquer aux Francais qu'il convenait de reformer l'ecole, de preter une attention particuliere a l'apprentissage de l'ecriture et des langues, d'en revenir aux lecons de choses, d'equiper nos ecoles et nos lycees, de les ouvrir aux nouvelles technologies de la communication. Tout cela est fort bien. («Ah !» et applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) Mais, pour parvenir a ces resultats, il faut des moyens supplementaires. Or, monsieur le Premier ministre, vous les reduisez. Le Gouvernement pouvait profiter de la baisse des effectifs dans le primaire pour ameliorer les conditions de l'enseignement. Certains de vos predecesseurs l'avaient fait. Vous avez, vous, saute sur l'occasion pour reduire le nombre d'enseignants des la prochaine rentree.

Le Gouvernement remet en cause les regroupements pedagogiques; il supprime les classes de soutien. Ma question est donc simple. Quels moyens nouveaux sont prevus pour la politique dont M. le President de la Republique nous a parle hier, alors que celle menee, en son nom, par votre gouvernement conduira a constater dans bon nombre d'ecoles, d'ici a quelques mois, une degradation de la qualite de l'enseignement ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le president. La parole est a M. le ministre de l'education nationale, de l'enseignement superieur et de la recherche.

M. Francois Bayrou, ministre de l'education nationale, de l'enseignement superieur et de la recherche. Monsieur le depute, je vous remercie d'abord d'avoir note que les orientations enoncees hier par le President de la Republique, a savoir la lutte contre les difficultes de lecture, le recentrage sur un bloc de connaissances elementaires et fortes, l'apport de nouveaux apprentissages - je pense par exemple aux langues vivantes - representent un ensemble d'objectifs qui est celui de toute la nation. Il est juste que le President de la Republique s'en saisisse. Dans le siecle qui vient, en effet, les nations se departageront sur la qualite de leur education. Il n'y a donc pas de sujet plus important; il n'y a pas de sujet qui merite une priorite plus grande. S'agissant des moyens, je tiens a souligner que, si la baisse demographique s'est accompagnee, en effet, d'une legere diminution du nombre de postes d'enseignants - 500 seulement sur le terrain...

Mme Frederique Bredin. Plus !

M. le ministre de l'education nationale, de l'enseignement superieur et de la recherche. ... sur 311 000 maitres du premier degre - cette diminution n'a jamais ete proportionnelle a celle du nombre des eleves. Nous avons perdu pres de 200 000 eleves et il y a aujourd'hui davantage de maitres qu'il n'y en avait au moment ou ces 200 000 eleves etaient presents. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Mme Frederique Bredin. Les classes ferment !

M. Rene Beaumont. Elles fermaient deja avant !

M. le ministre de l'education nationale, de l'enseignement superieur et de la recherche. Des classes fermant dans certains departements parce qu'il faut en ouvrir dans d'autres !

Mme Frederique Bredin. L'enseignement est moins bon !

M. le ministre de l'education nationale, de l'enseignement superieur et de la recherche. En tout etat de cause,

l'encadrement des élèves sera meilleur l'année prochaine - statistiquement, je vous l'accorde - qu'il ne l'était à la dernière rentrée. («Non !» sur les bancs du groupe socialiste.) Tout le monde peut le vérifier.

M. Claude Bartolone. C'est faux !

Mme Frédérique Bredin. Totalement faux !

M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ma conviction est que la politique d'aménagement des moyens devra être poursuivie, notamment grâce à la transformation, que nous avons initiée, d'heures supplémentaires en postes, car il y a une réelle marge de progrès dans l'encadrement sans avoir à dépenser davantage l'argent de la nation. Vous et nous sommes également attachés, me semble-t-il, à la nécessaire vigilance budgétaire. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

Texte de la réponse

M. le président. La parole est à M. Martin Malvy.

M. Martin Malvy. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Nous avons entendu, hier, M. le Président de la République expliquer aux Français qu'il convenait de réformer l'école, de prêter une attention particulière à l'apprentissage de l'écriture et des langues, d'en revenir aux leçons de choses, d'équiper nos écoles et nos lycées, de les ouvrir aux nouvelles technologies de la communication. Tout cela est fort bien. («Ah !» et applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) Mais, pour parvenir à ces résultats, il faut des moyens supplémentaires. Or, monsieur le Premier ministre, vous les réduisez.

Le Gouvernement pouvait profiter de la baisse des effectifs dans le primaire pour améliorer les conditions de l'enseignement. Certains de vos prédécesseurs l'avaient fait. Vous avez, vous, sauté sur l'occasion pour réduire le nombre d'enseignants dès la prochaine rentrée.

Le Gouvernement remet en cause les regroupements pédagogiques; il supprime les classes de soutien.

Ma question est donc simple. Quels moyens nouveaux sont prévus pour la politique dont M. le Président de la République nous a parlé hier, alors que celle menée, en son nom, par votre gouvernement conduira à constater dans bon nombre d'écoles, d'ici à quelques mois, une dégradation de la qualité de l'enseignement ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Monsieur le député, je vous remercie d'abord d'avoir noté que les orientations énoncées hier par le Président de la République, à savoir la lutte contre les difficultés de lecture, le recentrage sur un bloc de connaissances élémentaires et fortes, l'apport de nouveaux apprentissages - je pense par exemple aux langues vivantes - représentent un ensemble d'objectifs qui est celui de toute la nation. Il est juste que le Président de la République s'en saisisse. Dans le siècle qui vient, en effet, les nations se départageront sur la qualité de leur éducation. Il n'y a donc pas de sujet plus important; il n'y a pas de sujet qui mérite une priorité plus grande. S'agissant des moyens, je tiens à souligner que, si la baisse démographique s'est accompagnée, en effet, d'une légère diminution du nombre de postes d'enseignants - 500 seulement sur le terrain...

Mme Frédérique Bredin. Plus !

M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. ... sur 311 000 maîtres du premier degré - cette diminution n'a jamais été proportionnelle à celle du nombre des élèves. Nous avons perdu près de 200 000 élèves et il y a aujourd'hui davantage de maîtres qu'il n'y en avait au moment où ces 200 000 élèves étaient présents. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Mme Frédérique Bredin. Les classes ferment !

M. René Beaumont. Elles fermaient déjà avant !

M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Des classes ferment dans certains départements parce qu'il faut en ouvrir dans d'autres !

Mme Frédérique Bredin. L'enseignement est moins bon !

M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. En tout état de cause, l'encadrement des élèves sera meilleur l'année prochaine - statistiquement, je vous l'accorde - qu'il ne l'était à la

derniere rentree. («Non !» sur les bancs du groupe socialiste.) Tout le monde peut le verifier.

M. Claude Bartolone. C'est faux !

Mme Frederique Bredin. Totalement faux !

M. le ministre de l'education nationale, de l'enseignement superieur et de la recherche. Ma conviction est que la politique d'amenagement des moyens devra etre poursuivie, notamment grace a la transformation, que nous avons initiee, d'heures supplementaires en postes, car il y a la une reelle marge de progres dans l'encadrement sans avoir a depenser davantage l'argent de la nation. Vous et nous sommes egalement attaches, me semble-t-il, a la necessaire vigilance budgetaire. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Données clés

Auteur : [M. Malvy Martin](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2301

Rubrique : Enseignement maternel et primaire

Ministère interrogé : éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 mars 1997, page 1793

Réponse publiée le : 12 mars 1997, page 1793

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 12 mars 1997